

Convention collective départementale

IDCC : 1341. – **INDUSTRIES AGROALIMENTAIRES
DE LA RÉUNION**
(22 janvier 1985)

(Etendue par arrêté du 5 juin 1985,
Journal officiel du 14 juin 1985)

■ *Journal officiel* du 23 avril 2006

**Arrêté du 11 avril 2006 portant extension d'un accord conclu dans
le cadre de la convention collective des industries agroali-
mentaires de la Réunion (n° 1341)**

NOR : SOCT0610857A

Le ministre de l'emploi, de la cohésion sociale et du logement,

Vu les articles L. 133-1 et suivants du code du travail ;

Vu l'arrêté du 14 juin 1985 et les arrêtés successifs, notamment l'arrêté du 26 février 1996 portant extension de la convention collective des industries agroalimentaires de la Réunion du 22 janvier 1985 et des textes qui l'ont modifiée ou complétée ;

Vu l'accord du 8 décembre 2005 (Salaires) conclu dans le cadre de la convention collective susvisée ;

Vu la demande d'extension présentée par les organisations signataires ;

Vu l'avis publié au *Journal officiel* du 21 janvier 2006 ;

Vu les avis recueillis au cours de l'enquête ;

Vu l'avis motivé de la Commission nationale de la négociation collective (sous-commission des conventions et accords), recueilli lors de la procédure prévue à l'article R. 133-2 du code du travail,

Arrête :

Article 1^{er}

Sont rendues obligatoires, pour tous les employeurs et tous les salariés compris dans le champ d'application de la convention collective des industries agroalimentaires de la Réunion du 22 janvier 1985, tel qu'étendu par

l'arrêté du 5 juin 1985, les dispositions de l'accord du 8 décembre 2005 (Salaires) conclu dans le cadre de la convention collective susvisée, sous réserve de l'application des dispositions réglementaires portant fixation du salaire minimum interprofessionnel de croissance.

Article 2

L'extension des effets et sanctions de l'accord susvisé est faite à dater de la publication du présent arrêté pour la durée restant à courir et aux conditions prévues par ledit accord.

Article 3

Le directeur des relations du travail est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au *Journal officiel* de la République française.

Fait à Paris, le 11 avril 2006.

Pour le ministre et par délégation :
Le directeur des relations du travail,
J.-D. COMBREXELLE

Nota. – Le texte de l'accord susvisé a été publié au *Bulletin officiel* du ministère, fascicule conventions collectives n° 2006/2, disponible à la Direction des Journaux officiels, 26, rue Desaix, 75272 Paris Cedex 15, au prix de 7,61 €.